

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1990-1991

4 FEVRIER 1991

**Projet de loi sur l'exercice
de la médecine vétérinaire**

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, huitième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 19 décembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur l'exercice de la médecine vétérinaire", a donné le 15 janvier 1991 l'avis suivant :

R. A 12542

Voir:

Documents du Sénat:

485 (1988-1989): N° 1.

N° 2: Rapport.

N°s 3 à 6: Amendements

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1990-1991

4 FEBRUARI 1991

**Ontwerp van wet op de uitoefening
van de diergeneeskunde**

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 19 december 1990 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de uitoefening van de diergeneeskunde", heeft op 15 januari 1991 het volgend advies gegeven :

R. A 12542

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

485 (1988-1989) Nr. 1

Nr 2 Verslag

Nrs 3 tot 6 Amendementen

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le 13 février 1981, la section de législation du Conseil d'Etat a émis un avis circonstancié sur un avant-projet de loi "sur l'exercice de la médecine vétérinaire" (avis L. 13.671/1; Doc. Sénat, 318 (1981-1982), n° 1, pp. 22 et suivantes). Après avoir subi plusieurs adaptations, ce projet fut déposé au Parlement le 14 mai 1982. C'est dans les grandes lignes le même texte, modifié et complété en plusieurs points après discussion et approbation au sein des Commissions réunies de l'Agriculture et des Classes moyennes et de la Santé publique et de l'Environnement du Sénat, qui est à nouveau soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'émettre une seconde fois un avis sur le même projet, dès lors qu'il a épuisé lors de la première consultation la compétence qui lui est impartie par la loi.

Il s'ensuit que le Conseil d'Etat n'émettra plus d'avis, ni sur les articles du projet qui sont restés inchangés depuis qu'il a émis son premier avis, ni sur les articles qui n'ont été modifiés que pour les adapter en fonction des observations du Conseil. Ne feront l'objet d'observations, s'il y a lieu, que les articles restants, dont le texte présentement soumis à l'avis du Conseil est chaque fois la résultante d'amendements du Gouvernement, voire, le cas échéant, l'objet de sous-amendements (1).

(1) Certains articles du projet contiennent les deux types de modifications. Ce n'est que si ces modifications ne résultent pas d'une observation du Conseil d'Etat qu'elles seront, pour autant que de besoin, analysées.

2. Le Conseil d'Etat constate toutefois que dans de nombreux cas, les propositions de texte faites dans son premier avis n'ont pas été retenues. Tel est notamment le cas de l'article 2, où le Conseil d'Etat avait proposé d'écrire dans le texte néerlandais "van dieren" au lieu de "bij het dier".

Compte tenu du principe rappelé ci-dessus, en vertu duquel le Conseil d'Etat ne peut émettre deux fois un avis sur le même texte, les propositions de texte susvisées ne seront, en principe, pas répétées. A cet égard, le Conseil se limite à une référence à son avis du 13 février 1981.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

La définition au 2° de "la commission médicale", qui dit simplement, après amendement, qu'il s'agit de celle de la province concernée, n'apporte en fait aucune précision. Il serait préférable de maintenir le texte déposé au Sénat. Ce texte se réfère, en effet, aux articles 36 et 8 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Article 3.

1. Il conviendrait d'inclure l'alinéa figurant au début de cet article également dans le paragraphe 1er.

2. Le texte du paragraphe 1er, 10°, érige formellement en monopole des médecins vétérinaires l'euthanasie des animaux. La justification de l'amendement qui est à la base de cette disposition précise que l'euthanasie est un acte réservé aux médecins vétérinaires "pour autant qu'ils utilisent des médicaments qui ne peuvent être administrés que par eux seuls" (Doc. Sénat, 485-2 (1988-1989), p. 31).

Il convient de remarquer à ce sujet qu'en règle générale, la définition de l'"euthanasie" implique l'administration de "médicaments" ou de produits similaires, notamment des produits toxiques, et cela dans le but d'éviter des souffrances inutiles. Les autres formes de mise à mort d'animaux mentionnées dans la justification, notamment l'abattage, les abattages rituels et autres, sont étrangères à l'euthanasie. Il y a lieu, dès lors, de lire le texte concerné du projet sans la justification précitée, qui pourrait faire apparaître à tort que le texte répond imparfaitement à l'intention des auteurs de l'amendement.

En tout état de cause, il conviendrait de compléter le texte du 10° par les mots figurant dans la justification, à savoir "pour autant qu'il ne soit fait usage que de médicaments ou autres produits qui ne peuvent être administrés que par des médecins vétérinaires", faute de quoi l'euthanasie au moyen de médicaments ou autres produits qui peuvent être administrés par des non-médecins

vétérinaires tomberait sous le monopole du médecin vétérinaire, ce qui n'est manifestement pas l'intention des auteurs de l'amendement.

Article 4.

1. L'alinéa 4 a été élargi par rapport au texte primitif du projet. Selon la justification fournie par le Gouvernement, cet élargissement a pour objet de permettre qu'outre le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Santé publique agrée des médecins vétérinaires pour l'application (sic) de missions qui relèvent de ses compétences. Toutefois, la substitution des mots "les médecins vétérinaires qui posent (lire : accomplissent) des actes vétérinaires dans le cadre de l'application de dispositions légales et réglementaires" aux mots "les médecins vétérinaires qui collaborent à l'exécution de la législation sur la police sanitaire des animaux et de la législation sur la protection des animaux" pourrait faire apparaître à tort qu'un agrément est requis pour accomplir quelque acte que ce soit de médecine vétérinaire, du moment que celui-ci soit mentionné dans une disposition légale ou réglementaire quelconque. Telle n'est manifestement pas l'intention.

Il peut être obvié à cette difficulté en combinant les textes ancien et nouveau comme suit :

"Au surplus, les médecins vétérinaires qui collaborent à l'exécution de dispositions légales et réglementaires doivent préalablement être agréés par le Ministre compétent pour ces dispositions. Le Roi ... (la suite comme dans le projet)".

2. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 5, il conviendrait d'écrire "vastbenoemde" au lieu de "definitieve".

Article 5.

1. Le 2° fait mention de "son médecin vétérinaire agréé" qui pourrait donner au "responsable" son accord pour exécuter certains actes de médecine vétérinaire dont le Roi fixe la liste. La justification de l'amendement du Gouvernement ne contient aucune information relative à la signification précise de ces termes.

Si l'on situe ces termes dans leur contexte, il doit s'agir normalement du médecin vétérinaire traitant. Un médecin vétérinaire "agréé" serait, dès lors, tout médecin vétérinaire autorisé à pratiquer la médecine vétérinaire après avoir fait viser son titre par la commission médicale, conformément à l'article 4, alinéa 2, du projet.

Dans ce cas, toutefois, l'emploi du terme "agréé" est superflu, puisqu'un médecin vétérinaire non autorisé à pratiquer la médecine vétérinaire ne peut en aucun cas déléguer une compétence pour accomplir des actes de médecine vétérinaire. Au surplus, cette terminologie prête à confusion, les médecins vétérinaires "agréés" pouvant difficilement être autres que ceux qui, conformément à l'article 4, alinéa 4, collaboreront à l'exécution de lois et règlements déterminés.

Si le texte sous revue vise ces médecins vétérinaires-là, il conviendrait de préciser de quel agrément il s'agit.

2. Au 2° également, il conviendrait de préciser qui sera compétent pour fixer les conditions en matière d'approvisionnement, de conservation et d'utilisation des médicaments prescrits ou fournis.

Article 6.

1. L'avis émis par le Conseil d'Etat au sujet de l'avant-projet initial du Gouvernement contient notamment la remarque suivante concernant cet article :

"Les droits et obligations réciproques des parties à la convention ne sont pas précisés dans le projet et ne peuvent pas davantage s'en déduire. Ne faudrait-il pas, dès lors, pour assurer l'applicabilité de la convention, que le Roi fixe certaines règles relatives aux droits et obligations réciproques des parties ?" (Doc. Sénat, 318 (1981-1982), n° 1, p. 24).

Le texte amendé du paragraphe 2 n'a rien changé sur ce point.

2. Dans un souci d'uniformité de la terminologie, il conviendrait d'écrire dans le paragraphe 2 du texte néerlandais, comme dans le chapitre IV, "de verschaffing" au lieu de "de aflevering", ce dernier terme désignant la "délivrance" de médicaments.

Article 7.

1. Le texte de l'alinéa 2 manque de clarté; le texte néerlandais apparaît d'ailleurs n'être qu'une traduction défectueuse du texte français. Si ce dernier texte est correct, il conviendrait par exemple, dans le texte néerlandais, de rendre le français "engagés", par "ingezet" au lieu de "aangeworven".
2. Il n'est pas précisé quels sont les "programmes officiels" visés à l'alinéa 2, ni qui les arrête. On peut supposer qu'il s'agit de la lutte organisée par les pouvoirs publics contre certaines maladies des animaux, telles que celles mentionnées à l'article 12 du projet initial, qui était sur ce point plus explicite, quoique peut-être moins complet. L'on se référera par ailleurs à la justification de l'amendement du Gouvernement (Doc. Sénat, 485-2 (1988-1989), p. 67). Cette précision devrait cependant ressortir plus clairement du texte même. Il n'est pas clair, notamment, comment des programmes pourraient être inférés des lois citées dans la justification précitée.
3. Ici encore, il est fait mention de médecins vétérinaires "agréés". Bien que l'on puisse considérer comme vraisemblable, plus que dans le cas de l'article 5, 2°, qu'il s'agit de médecins vétérinaires agréés pour collaborer à l'exécution de lois et règlements déterminés, comme prévu à l'article 4, alinéa 4, le texte du projet pourrait apporter plus de certitude à ce sujet, notamment par une référence explicite à cette dernière disposition.

Article 10.

Le texte adopté par les Commissions réunies n'a pas repris l'interdiction absolue d'exécuter des préparations magistrales de médicaments, telle qu'elle était formulée à l'article 9, § 2, du projet initial. Cela pourrait porter à croire qu'en vertu du premier texte cité, le Roi pourra uniquement fixer les conditions auxquelles les médecins vétérinaires peuvent effectuer des préparations "extemporanées" et que, pour le surplus, ces derniers seront libres d'exécuter des préparations magistrales. A l'heure actuelle, le monopole en la matière appartient aux pharmaciens, et ce en vertu de l'article 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967, précité, disposition à laquelle les auteurs n'entendent manifestement pas déroger. La justification de l'amendement du Gouvernement (Doc. Sénat, ibid., p. 88) se réfère d'ailleurs à une restriction par rapport au texte initial.

Compte tenu de ce qui précède, il conviendrait dès lors d'écrire "Le Roi détermine la liste .." et non pas "Le Roi peut déterminer la liste ...".

Article 12.

A propos du paragraphe 1er de cet article, il y a lieu de répéter l'observation faite au sujet des médecins vétérinaires "agréés", lors de l'examen des articles 5 et 7. La question se pose en l'occurrence de savoir s'il s'agit d'un agrément dans le cadre de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

Article 28.

Aux termes de cette disposition, le Roi désigne les autorités qui peuvent réquisitionner les médecins vétérinaires. Elle ne figurait pas dans l'avant-projet déjà soumis au Conseil d'Etat, mais était contenue dans le projet de loi déposé au Sénat.

La disposition est formulée de manière très large et imprécise. De même, l'exposé des motifs du projet de loi ne fournit pour ainsi dire aucune information au sujet de sa portée précise, mais se borne à l'affirmation suivante : "Il est en effet nécessaire que l'autorité désignée par le Roi puisse réquisitionner les médecins vétérinaires lorsque des circonstances particulières, telles que la propagation de maladies des animaux, l'exigent" (Doc. Sénat, 318 (1981-1982), n° 1, p. 10).

Il conviendrait notamment de préciser si le droit de réquisition visé sera, ou non, délégué cas par cas par voie d'arrêté royal, s'il s'agit d'une mesure à caractère temporaire ou définitif, quelles sont les autorités visées, etc.

Il convient de signaler, au surplus, que l'article 210 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales (Moniteur belge du 9 janvier 1991) a inséré dans la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux un article 9bis, rédigé comme suit :

"Si un danger grave de contamination se manifeste, le Roi peut confier au Ministre le pouvoir de prendre toute mesure ayant pour but de lutter contre une maladie contagieuse des animaux, visée par ce chapitre, jusqu'à l'éradication de la contamination.

Il peut déterminer que, dans ce cas, le Ministre peut réquisitionner des entreprises, des biens et des personnes et peut faire abattre ou mettre à mort des animaux et peut en fixer la destination et le traitement".

Il apparaît au Conseil d'Etat que la disposition reproduite ci-dessus couvre, sinon la totalité, au moins la plupart des cas dans lesquels il devrait pouvoir être procédé dans la pratique à la réquisition de médecins vétérinaires, et que l'article 28 du présent projet pourrait, de ce fait, être devenu superflu. Cette disposition devra en tout cas être appréciée à nouveau à la lumière de l'article 9bis de la loi relative à la santé des animaux.

Article 29.

Cette disposition tend à abroger la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire.

Depuis que l'avant-projet initial fut soumis à l'avis du Conseil d'Etat, l'article 59bis, § 2, alinéa 1er, 2°, de la Constitution a été modifié en ce sens que presque toutes les compétences en matière d'enseignement ont été transférées aux Communautés. De ce fait, le législateur national n'a plus compétence que pour abroger les disposi-

tions de la loi du 4 avril 1890, précitée, qui sont relatives à l'exercice de la profession de médecin vétérinaire. Les dispositions de cette loi qui sont relatives à l'enseignement ne peuvent plus être abrogées que par un décret.

Les articles 1er à 20 de la loi précitée sont manifestement des dispositions relatives à l'enseignement, qui ne peuvent être abrogées par le présent projet. Les autres articles, dans la mesure où ils sont restés en vigueur (1), sont relatifs à la nature et à l'exercice de la profession de médecin vétérinaire et peuvent, dès lors, être abrogés par le projet.

Article 32.

1. La procédure de ratification prévue au paragraphe 1er, alinéa 2, est peu usuelle et peut, dans la pratique, occasionner des difficultés si les Chambres législatives omettaient de ratifier l'arrêté royal concerné ou si elles y apportaient des modifications. En principe, il résulterait, en effet, de la non-ratification d'un arrêté royal que celui-ci se verrait privé de toute force juridique avec effet rétroactif. Quel sera dès lors le sort de solutions individuelles fondées sur cet arrêté royal et de droits subjectifs en découlant ?

(1) Voir également à ce sujet l'avis n° L. 13.671/1 du Conseil d'Etat relatif à l'avant-projet initial.

Il est vrai que le texte concerné fait usage du terme "abrogé", ce qui pourrait indiquer que la non-ratification produirait des effets que pour l'avenir. Il serait cependant indiqué de fournir de plus amples précisions à ce sujet.

2. Le paragraphe 2 délègue au Roi le pouvoir de déterminer les sanctions des infractions, constatées en vertu du paragraphe 1er.

Ce procédé est difficilement conciliable avec les dispositions constitutionnelles et conventionnelles, régissant la matière, notamment avec l'article 9 de la Constitution et l'article 7 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et avec certains principes généraux du droit. Afin de satisfaire aux dispositions et principes précités, il incombe au législateur lui-même d'indiquer les comportements qui seront sanctionnés et de déterminer les peines qui pourront être infligées en cas d'infraction à chacune des injonctions ou interdictions ainsi désignées.

La disposition visée du projet ne satisfait manifestement pas à ces exigences fondamentales, en ce qu'elle qualifie de délit l'infraction à des arrêtés d'exécution du projet de loi, qui ne sont pas autrement définis, et en ce qu'elle attribue au Roi, en ce qui concerne tous les délits de cette espèce, un pouvoir discrétionnaire extrêmement large pour fixer le quantum de la peine.

Si le législateur entend déléguer au Roi son pouvoir en matière de pénalisation d'infractions à des injonctions et interdictions, à édicter en vertu du paragraphe 1er, cette délégation devrait pour le moins être formulée comme elle l'est par exemple à l'article 20, § 3, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, disposition qui impose au Roi de préciser, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les infractions et les peines applicables à chacune de celles-ci, étant entendu au surplus que la loi indique les taux minimum et maximum de la peine.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Op 13 februari 1981 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State een uitgebreid advies verstrekt over een voorontwerp van wet "op de beoefening van de diergeneeskunde" (advies L. 13.671/1; Gedr. St., Senaat, 318 (1981-1982) nr. 1, pp. 22 en volgende). Dat ontwerp, na een aantal aanpassingen te hebben ondergaan, werd op 14 mei 1982 bij het Parlement ingediend. Het is in grote lijnen dezelfde tekst die, op een aantal punten gewijzigd en aangevuld na bespreking en goedkeuring in de Verenigde Commissies voor de Landbouw en de Middenstand en voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu van de Senaat, opnieuw voor advies aan de Raad van State wordt voorgelegd.

Het komt de Raad van State niet toe een tweede maal over hetzelfde ontwerp advies te verlenen, daar hij bij de eerste advisering de hem bij de wet toegekende bevoegdheid heeft uitgeput.

Hieruit volgt dat de Raad van State geen advies meer zal verlenen, noch over de artikelen van het ontwerp die sinds hij zijn eerste advies heeft verleend ongewijzigd zijn gebleven, noch over die artikelen die weliswaar werden gewijzigd, doch enkel om ze aan te passen aan de opmerkingen van de Raad van State. Alleen de overige artikelen, waarvan de thans voor advies voorgelegde tekst telkens het resultaat vormt van regeringsamendementen, in voorkomend geval gesubamendeerd, zullen indien nodig worden besproken (1).

(1) Sommige artikelen van het ontwerp bevatten beide soorten wijzigingen. Alleen indien die wijzigingen niet het resultaat zijn van een opmerking van de Raad van State zullen zij, voor zover nodig, besproken worden.

2. De Raad Van State stelt evenwel vast dat in vele gevallen de in zijn eerste advies gedane tekstvoorstellen niet werden gevolgd. Dat is onder meer het geval voor artikel 2, waar de Raad van State voorgesteld had te schrijven "van dieren" in plaats van "bij het dier".

Gelet op het zoëven in herinnering gebrachte beginsel, volgens hetwelk de Raad van State geen tweemaal advies kan verlenen over dezelfde tekst, zullen die tekstvoorstellen in principe niet meer worden herhaald. De Raad bepaalt zich ertoe daarvoor te verwijzen naar zijn advies van 13 februari 1981.

BESPREKING PER ARTIKEL.

Artikel 1.

De definitie in het 2° van de "geneeskundige commissie", welke na amendering nog enkel zegt dat het om die van de betrokken provincie gaat, verduidelijkt eigenlijk niets. Het ware beter de bij de Senaat ingediende tekst te behouden. Die tekst verwijst namelijk naar de artikelen 36 en 8 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies.

Artikel 3.

1. Ook het allereerste lid van dit artikel zou bij paragraaf 1 moeten worden ondergebracht.

2. In de tekst van paragraaf 1, 10°, wordt euthanasie bij dieren, als diergeneeskundige handeling, formeel tot een monopolie van de dierenartsen gemaakt. In de verantwoording bij het amendement dat aan deze bepaling ten grondslag ligt, wordt verduidelijkt dat de euthanasie een taak is die aan dierenartsen wordt opgedragen "voor zover er geneesmiddelen worden gebruikt die enkel door dierenartsen mogen worden toegediend" (Gedr. St., Senaat, 485-2 (1988-1989), p. 31).

Hierbij kan worden opgemerkt dat de definitie van "euthanasie" in de regel impliceert dat "genees-" of soortgelijke "middelen", inzonderheid gifstoffen, worden toegediend, en dit om nutteloos lijden te vermijden. De andere in de toelichting vermelde vormen van afmaken van dieren, zoals slachten, rituele slachtingen en dergelijke, zijn geen euthanasie. De betreffende ontwerp-tekst moet dan ook worden gelezen zonder de voormelde toelichting, die ten onrechte zou kunnen doen uitschijnen dat hij niet helemaal beantwoordt aan de bedoeling van de indieners van het amendement.

Hoe dan ook zou de tekst van het 10° moeten worden aangevuld met de in de toelichting voorkomende woorden "voor zover er geneesmiddelen of andere produkten worden gebruikt die enkel door dierenartsen mogen worden toegediend", omdat anders ook de euthanasie met geneesmiddelen of andere produkten die door niet-dierenartsen mogen worden toegediend onder het monopolie van de dierenarts zou vallen, wat blijkbaar niet de bedoeling van de indieners is.

Artikel 4.

1. Ten opzichte van de oorspronkelijke tekst van het ontwerp werd het vierde lid verruimd. Volgens de verantwoording door de Regering geschiedde dat om toe te laten dat ook de Minister van Volksgezondheid, naast die van Landbouw, dierenartsen erkent voor de toepassing (sic) van taken die onder zijn bevoegdheid vallen. De vervanging echter van de woorden "de dierenartsen die medewerken aan de uitvoering van de wetgeving op de diergeneeskundige politie en aan de wetgeving op de dierenbescherming" door "de dierenartsen die diergeneeskundige handelingen uitvoeren in het kader van de toepassing van wettelijke en verordeningsbepalingen", zou ten onrechte kunnen doen uitschijnen dat voor het verrichten van alle diergeneeskundige handelingen, zodra ze maar in enige wets- of verordeningstekst ter sprake komen, een erkenning vereist is. Dat is blijkbaar niet de bedoeling.

Die moeilijkheid kan worden ondervangen door de oude en de nieuwe tekst aldus te combineren :

"Daarenboven moeten de dierenartsen die medewerken aan de uitvoering van wets- en verordeningsbepalingen, vooraf erkend worden door de Minister die bevoegd is voor die bepalingen. De Koning ... (verder zoals in het ontwerp)".

2. In de Nederlandse tekst van het vijfde lid schrijve men "vastbenoemde" in plaats van "definitieve".

Artikel 5.

1. In het 2° is er sprake van "zijn erkende" dierenarts, die aan de zogenaamde verantwoordelijke zijn akkoord zou geven om bepaalde diergeneeskundige handelingen uit te voeren waarvan de Koning de lijst vaststelt. Over de juiste betekenis van die woorden bevat de verantwoording bij het amendement van de Regering geen informatie.

Gelezen in de betreffende context, moet het normaliter gaan om de behandelende dierenarts. "Erkende" dierenarts zou dan elke dierenarts zijn die de diergeneeskunde mag uitoefenen na overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van het ontwerp zijn titel te hebben laten viseren door de geneeskundige commissie.

Het gebruik van het woord "erkende" is dan echter overbodig, aangezien een dierenarts welke niet gerechtigd is de diergeneeskunde uit te oefenen, hoe dan ook geen bevoegdheid inzake het stellen van diergeneeskundige handelingen kan delegeren. Bovendien is die terminologie verwarringscheppend, daar "erkende" dierenartsen moeilijk anderen kunnen zijn dan degenen die, overeenkomstig artikel 4, vierde lid, zullen medewerken aan de uitvoering van bepaalde wetten en verordeningen.

Indien het deze laatste dierenartsen zijn welke door de voorliggende tekst worden bedoeld, dan zou moeten worden gepreciseerd om welke erkenning het gaat.

2. Eveneens in het 2½ zou dienen te worden gepreciseerd wie bevoegd zal zijn om de voorwaarden inzake de bevoorradings, de bewaring en het gebruik van de voorgeschreven of verschaft geneesmiddelen vast te stellen.

Artikel 6.

1. In het advies dat de Raad van State heeft uitgebracht over het oorspronkelijk voorontwerp van de Regering, werd met betrekking tot dit artikel onder meer het volgende opgemerkt:

"De uit de overeenkomst voortvloeiende, wederzijdse rechten en plichten van de partijen worden in het ontwerp niet bepaald en kunnen ook niet eruit worden afgeleid. Is het dan ook niet onontbeerlijk met het oog op de toepasbaarheid van de overeenkomst dat de Koning nadere regels vaststelt op het gebied van de wederzijdse rechten en plichten van de partijen." (Gedr. St., Senaat, 318 (1981-1982), nr. 1, p. 24).

De geamendeerde tekst van paragraaf 2 heeft daarin geen verandering gebracht.

2. Met het oog op de eenvormigheid van de terminologie schrijve men in paragraaf 2 van de Nederlandse tekst, zoals in het hoofdstuk IV, "de verschaffing" in plaats van "de aflevering" van geneesmiddelen.

Artikel 7.

1. De tekst van het tweede lid is weinig duidelijk. De Nederlandse tekst lijkt overigens een slechte vertaling van de Franse te zijn. Als die Franse tekst de juiste is moet in de Nederlandse bijvoorbeeld voor "engagés" niet worden geschreven "aangeworven", maar "ingezet".
2. Er wordt niet gepreciseerd wat de "officiële programma's" zijn waarvan sprake in het tweede lid, noch wie ze vaststelt. Men kan veronderstellen dat het gaat om de van overheidswege georganiseerde bestrijding van bepaalde dierenziekten, zoals die vermeld in artikel 12 van het oorspronkelijke ontwerp, dat op het stuk explicieter maar misschien ook minder volledig was. Zie overigens de verantwoording bij het amendement van de Regering (Gedr. St., Senaat, 485-2 (1988-1989), p. 67). Zulks zou echter duidelijker uit de tekst zelf moeten blijken. Meer bepaald is niet duidelijk hoe uit de in de voormelde verantwoording aangehaalde wetten programma's gehaald kunnen worden.
3. Ook hier wordt melding gemaakt van "erkende" dierenartsen. Hoewel het, hier meer dan het geval was bij artikel 5, 2°, voor waarschijnlijk kan worden gehouden dat het gaat om dierenartsen erkend om mede te werken aan de uitvoering van bepaalde wetten en verordeningen, zoals bepaald in artikel 4, vierde lid, zou de tekst van het ontwerp daarover meer zekerheid kunnen verstrekken, bijvoorbeeld door een expliciete verwijzing naar de laatstgenoemde bepaling.

Artikel 10.

Het absolute verbod om magistrale bereidingen van geneesmiddelen uit te voeren, dat geformuleerd was in artikel 9, § 2, van het oorspronkelijk ontwerp, is in de door de Verenigde Commissies aangenomen tekst weggefallen. Men zou de indruk kunnen krijgen dat de Koning krachtens laatstgenoemde tekst alleen de voorwaarden kan bepalen waaronder de dierenartsen "ex tempore" bereidingen mogen maken en dat deze laatsten voor het overige vrij zullen zijn om magistrale bereidingen uit te voeren. Thans behoort het monopolie ter zake aan de apothekers en dit krachtens artikel 4, eerste lid, van het eerder vermelde koninklijk besluit nr. 78, van 10 november 1967. Het is blijkbaar niet de bedoeling daarvan af te wijken. De toelichting bij het regeringsamendement (Gedr. St., Senaat, *ibid.*, p. 88) verwijst trouwens naar een beperking ten opzichte van de oorspronkelijke tekst.

Hetgeen voorafgaat in acht genomen, schrijve men dus "De Koning bepaalt de lijst ..." en niet "De Koning kan de lijst ... bepalen".

Artikel 12.

De opmerking gemaakt bij de artikelen 5 en 7 omtrent de "erkende" dierenartsen moet bij paragraaf 1 van dit artikel worden herhaald. Hier rijst de vraag of het gaat om een erkenning in het raam van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987.

Artikel 28.

Luidens deze bepaling wijst de Koning de overheden aan die de dierenartsen kunnen opvorderen. Zij kwam niet voor in het voorontwerp dat reeds aan de Raad van State werd voorgelegd, wel in het wetsontwerp dat bij de Senaat werd ingediend.

De bepaling is zeer ruim en vaag. Ook de memorie van toelichting bij het wetsontwerp verstrekt omzeggens geen informatie over haar juiste draagwijdte. Ze bepaalt zich ertoe te zeggen : "Het is immers noodzakelijk dat de door de Koning aangewezen overheid in staat is de dierenartsen op te vorderen inzonderheid wanneer bijzondere omstandigheden zoals de verbreiding van dierenziekten, dit vergen." (Gedr. St., Senaat, 318 (1981-1982), nr. 1, p. 10).

Onder meer zou moeten worden duidelijk gemaakt of het bedoelde opeisingsrecht al dan niet, geval per geval, bij koninklijk besluit zal worden gedelegeerd; of het om een maatregel met tijdelijk dan wel permanent karakter gaat; welke overheden men bedoelt; enz.

Bovendien moet erop worden gewezen dat artikel 210 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen (Belgisch Staatsblad van 9 januari 1991) in de dierengezondheidswet van 24 maart 1987 een artikel 9bis heeft ingevoegd, dat als volgt luidt :

"Indien zich een ernstig gevaar voor besmetting voordoet, kan de Koning de Minister machtigen alle maatregelen te nemen met het oog op het bestrijden van een besmettelijke dierenziekte, bedoeld in dit hoofdstuk, tot de besmetting is uitgeroeid.

Hij kan bepalen dat in dat geval de Minister ondernemingen, goederen en personen kan opeisen en dieren kan laten slachten of afmaken en er de bestemming en behandeling kan van vaststellen".

Het komt de Raad van State voor dat de zoëven overgeschreven bepaling zoniet alle, dan toch de meeste gevallen dekt waarin in de praktijk tot het opvorderen van dierenartsen zou moeten kunnen worden overgegaan en dat artikel 28 van het huidig ontwerp daardoor misschien overbodig geworden is. Alleszins zal die bepaling in het licht van artikel 9bis van de dierengezondheidswet opnieuw moeten worden beoordeeld.

Artikel 29.

Deze bepaling beoogt de opheffing van de wet van 4 april 1890 betreffende het onderwijs in en de uitoefening van de diergeneeskunde.

Sinds het oorspronkelijke voorontwerp voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd, werd artikel 59bis, § 2, eerste lid, 2°, van de Grondwet gewijzigd, in de zin dat bijna alle bevoegdheden inzake onderwijs aan de Gemeenschappen werden overgedragen. Daardoor blijft de nationale wetgever enkel nog bevoegd om de bepalingen van de voormelde wet van 4 april 1890, die betrekking hebben op de uitoefening van het beroep van dierenarts, op te heffen. De onderwijsbepalingen ervan kunnen alleen nog door een decreet worden opgeheven.

De artikelen 1 tot 20 van voormelde wet zijn kennelijk onderwijsbepalingen die door onderhavig ontwerp niet kunnen worden opgeheven. De overige artikelen, in zoverre

zij nog van kracht zijn (1), hebben betrekking op de aard en de uitoefening van het beroep van dierenarts en kunnen dus door het ontwerp worden opgeheven.

Artikel 32.

1. De bekrachtigingsprocedure in paragraaf 1, tweede lid, is weinig gebruikelijk en kan in de praktijk tot moeilijkheden leiden wanneer de Wetgevende Kamers zouden nalaten het betreffende koninklijk besluit te bekrachtigen of indien zij er wijzigingen in zouden aanbrengen. Uit de niet-bekrachtiging van een koninklijk besluit volgt in beginsel immers dat aan dat besluit met terugwerkende kracht elke rechtskracht wordt ontnomen. Wat is dan het lot van individuele regelingen en subjectieve rechten die op grond van dat koninklijk besluit tot stand gekomen zijn of verkregen werden ?

Weliswaar wordt in de betreffende tekst het woord "opgeheven" gebruikt, wat erop zou kunnen wijzen dat de niet-bekrachtiging alleen gevolgen heeft voor de toekomst. Het is nochtans aan te raden daarover meer precisering te verstrekken.

2. Paragraaf 2 delegeert aan de Koning het bepalen van de straffen op de overtredingen, vastgesteld krachtens paragraaf 1.

(1) Zie daarover ook het advies nr. L. 13.671/1 van de Raad van State over het oorspronkelijke voorontwerp.

Dergelijke werkwijze kan moeilijk worden overeengebracht met de ter zake geldende grondwets- en verdragsbepalingen, inzonderheid met artikel 9 van de Grondwet en artikel 7 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en met sommige algemene rechtsbeginselen. Ter voldoening daaraan dient de wetgever zelf de gedragingen aan te wijzen welke strafbaar worden gesteld en de straffen te bepalen die kunnen worden opgelegd voor de overtreding van ieder van de aldus aangewezen gebods- of verbodsbepalingen.

De aangehaalde bepaling van het ontwerp voldoet kennelijk niet aan die fundamentele vereisten doordat zij de overtreding van niet nader bepaalde besluiten tot uitvoering van het ontwerp van wet als een misdrijf kwalificeert en voor al die misdrijven aan de Koning een uiterst ruime discretionaire bevoegdheid toekent om de strafmaat vast te stellen.

Indien de wetgever zijn bevoegdheid inzake de strafbaarstelling van overtredingen van de gebods- en verbodsbepalingen, uit te vaardigen krachtens paragraaf 1, aan de Koning wenst over te dragen, dan hoort die opdracht op zijn minst geformuleerd te worden zoals bijvoorbeeld in artikel 20, § 3, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, welke bepaling de Koning oplegt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de overtredingen nader te omschrijven en de straffen te bepalen die op elk daarvan toepasselijk zijn, daarbij wel te verstaan zijnde dat in de wet de minimum- en de maximumgrenzen van de straf worden aangegeven.

La chambre était composée de

de Heer : J. NIMMEGEERS,
Monsieur :

Mevrouw : S. VANDERHAEGEN,
Madame :
de Heer : J. DE BRABANDERE,
Monsieur :

de Heren : F. DE KEMPENEER,
Messieurs : J. GIJSSELS,

Mevrouw : F. LIEVENS,
Madame :

De kamer was samengesteld uit

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. DE BRABANDERE.

Le rapport a été présenté par M. D. ALBRECHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. VAN VAERENBERGH, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. DE BRABANDERE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. D. ALBRECHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. W. VAN VAERENBERGH, adjunct-referendaris.

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

J. NIMMEGEERS.

F. LIEVENS.